

Communiqué du Parti ouvrier indépendant démocratique

Ce 23 avril, un coup mortel a été porté à la V^e République. Les deux partis qui, depuis près de 60 ans, gouvernent dans le cadre de ces institutions – Les Républicains et le Parti socialiste – sont éliminés dès le premier tour.

Un immense rejet s'est exprimé. Le rejet de la loi El Khomri et de la politique du gouvernement Hollande. Le rejet des politiques appliquées depuis des années par les gouvernements successifs au service des capitalistes et de l'Union européenne. Le rejet des licenciements, des privatisations, des coups contre la Sécurité sociale, les hôpitaux et l'école, le rejet des guerres menées contre les peuples.

Ce rejet s'est exprimé dans l'abstention, qui atteint son niveau le plus élevé (hormis 2002) de tous les premiers tours de l'élection présidentielle sous la V^e République, particulièrement dans les quartiers ouvriers et populaires. Il s'est exprimé aussi dans le vote pour des candidats perçus, au moins partiellement, comme répondant à cette volonté de rejet, en particulier Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon.

Ce 23 avril, il aurait été possible – les résultats le montrent – qu'un pas soit fait pour en finir avec les institutions haïes de la V^e République et de l'Union européenne. Cela n'a pas été le cas.

Travailleurs, militants, jeunes, vous le savez, le Parti ouvrier indépendant démocratique mène campagne depuis des mois pour l'unité pour en finir avec la V^e République et l'Union européenne. Il a, avec des travailleurs et militants d'autres tendances et d'autres courants, participé à la constitution du *Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République*. Il l'a fait sous l'égide du combat pour un gouvernement ouvrier exprimant sur un terrain de classe la réponse nécessaire à la situation terrible qui frappe les travailleurs et la jeunesse.

Partisan de l'unité, le POID a déclaré, voilà deux mois : dès lors qu'Hamon et Mélenchon se prononcent tous deux pour l'abrogation de la loi El Khomri, l'accord entre ces deux candidats sur une candidature unique ouvrirait une issue.

L'unité ne s'est pas réalisée. La division orchestrée par ces deux candidats débouche sur un second tour Le Pen/Macron.

Et maintenant ? Plus que jamais, la reconquête de la démocratie et des droits ouvriers est à l'ordre du jour. La démocratie, ça n'est pas élire une fois tous les cinq ans un roi sans couronne doté de tous les pouvoirs pour frapper les travailleurs et satisfaire aux exigences des capitalistes et des banquiers. La démocratie ne peut avoir de sens que si le peuple a entre ses mains tous les pouvoirs de liquider les institutions rejetées et de décider de nouvelles institutions.

Cela implique une Assemblée constituante élue à la proportionnelle intégrale avec des députés mandatés et révocables ayant le pouvoir de prendre les mesures d'urgence de protection de la population, de prendre le contrôle des banques, d'interdire les licenciements, de confisquer les profits et d'affecter les sommes ainsi récupérées à un plan d'investissement de construction répondant aux besoins de la population, de retirer les troupes françaises de tous les théâtres d'opération. Si la démocratie a un sens, ce doit être l'Assemblée constituante souveraine prenant entre ses mains tous les pouvoirs pour liquider tout de suite, maintenant, le régime de la V^e République, régime du pouvoir personnel.

Ce qui vient de se passer en Guyane a été ressenti pour tous les travailleurs comme une indication de la voie à suivre : quand les pouvoirs publics bloquent et refusent les revendications, la mobilisation de toute la classe ouvrière et du peuple est le moyen pour contraindre les gouvernants à reculer. Ce qui est vrai pour la Guyane

est vrai pour les travailleurs en France. C'est par la mobilisation unie que, quel que soit le gouvernement à venir, nous les ferons reculer. Pour y contribuer, il est nécessaire de construire un parti.

Travailleurs, militants, jeunes, ne les écoutez pas ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de syndicats, il n'y a plus besoin de partis. Ne les écoutez pas ceux qui opposent un prétendu « intérêt général » aux intérêts de classe et prétendent que la lutte de classe n'existe pas. Ceux-là, quel soit leur visage, entraînent les travailleurs dans une impasse.

Plus que jamais, les travailleurs ont besoin de syndicats indépendants. Plus que jamais ils ont besoin de partis ouvriers pour exprimer leurs intérêts.

Et maintenant ?

S'agissant du 7 mai, les travailleurs ne sauraient accorder leur confiance à Marine Le Pen dont le programme est avant tout fondé sur l'opposition entre « Français » et « immigrés », dans le but de détourner la colère légitime des travailleurs non pas contre les capitalistes et les banquiers responsables du chômage et de la misère, non pas contre les gouvernements et les institutions qui les organisent, mais contre leurs frères de classe.

Pour autant, Macron peut-il être considéré comme un rempart de la démocratie ? Au soir du premier tour, on a entendu Macron lancer de vibrants appels à l'union nationale. On a entendu aussi les dirigeants de la droite, mais aussi Benoît Hamon et les dirigeants du PS, Pierre Laurent (PCF) et Alexis Corbière (La France insoumise) appeler à voter Macron.

Faut-il le rappeler : Macron fut l'un des artisans de la loi El Khomri et il s'est engagé une fois élu à aggraver cette loi, à aller jusqu'au bout de la remise en cause des syndicats et à imposer aux chômeurs n'importe quel emploi quitte à perdre 25 % de leur salaire initial. Macron, c'est Hollande en pire. C'est Sarkozy en pire, c'est El Khomri en pire.

Qui peut croire qu'un candidat dont le programme est la destruction des droits ouvriers, la surexploitation et l'aggravation de la misère puisse être un rempart de la démocratie ?

Le Parti ouvrier indépendant démocratique, fidèle à toute la tradition du mouvement ouvrier déclare : pas de démocratie s'il y a régression des droits sociaux, pas de démocratie fondée sur la destruction du Code du travail et des droits ouvriers, pas de démocratie fondée sur la remise en cause de l'existence des syndicats.

La démocratie, c'est la défense des garanties de la classe ouvrière arrachées par et dans la lutte de classe. La démocratie a pour condition l'indépendance du mouvement ouvrier. C'est au service de ce combat que nous invitons travailleurs, militants et jeunes à participer aux assemblées ouvertes de débat convoquées par le Parti ouvrier indépendant démocratique. Une nouvelle période s'ouvre, des luttes nouvelles sont à l'ordre du jour. Organisons-nous pour y faire face dans les meilleures conditions.

Une chose est sûre : la V^e République n'a pas d'avenir, elle doit être balayée.

Pour l'Assemblée constituante souveraine, pour la rupture avec l'Union européenne, pour le gouvernement ouvrier : rejoignez le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Le bureau national
Le 23 avril 2017, 23 h 30



Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom:

Adresse:

Code postal: E-mail:

Bulletin à renvoyer à : POID c/o La Tribune des travailleurs, 34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam 75020 Paris